



**Monsieur le Préfet de Région**

06/04/2018

Lettre ouverte sur la situation critique du Centre  
Régional de sauvegarde de la faune sauvage en Région PACA

Monsieur le Préfet,

Nous souhaitons par le présent courrier vous alerter sur la situation financière intenable du centre de sauvegarde de la faune sauvage de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur situé à Buoux (Vaucluse) dans le Parc naturel régional du Luberon. Ce centre de soins LPO recueille sur six départements les animaux sauvages, blessés, malades, mazoutés ou en difficulté du fait des activités humaines (transports routiers ferrés ou aériens, réseaux électriques, chasse etc) pour les soigner en vue de les relâcher dans leur environnement naturel.

Nous sommes dans le cadre d'un service public puisqu'il s'agit, au-delà des actes de soins prodigués aux animaux, de répondre à une sollicitation croissante de la part de nos concitoyens, heureusement sensibilisés, sans tenir compte de leur appartenance ou non à notre association. Le centre de sauvegarde de la faune sauvage bénéficie d'une autorisation d'ouverture établie par le Préfet. Ses activités sont suivies par les services de l'Etat : services vétérinaires, directions départementales de la protection des populations, directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement, office national de la chasse et de la faune sauvage ainsi que les douanes. Les services de l'Etat se retournent vers ce centre et y réorientent les demandes qu'ils reçoivent.

Or notre centre de sauvegarde souffre de manière croissante des réductions budgétaires successives de la part de votre ministère, entraînant à minima la détérioration des conditions d'accueil et de soins, et dans le pire des cas leur fermeture. Et ce malgré la générosité de nos bénévoles qui représente une contribution inestimable et soulage d'autant les financements publics.

Le Centre régional de sauvegarde de la faune sauvage du Parc naturel régional du Luberon, géré par l'association locale LPO PACA, a appris récemment une diminution drastique de la subvention de la DREAL PACA en 2017, et une perspective de retrait pur et simple en 2018. Que vont devenir les 1600 animaux qui étaient accueillis chaque année dans ce centre ? Qui va répondre aux milliers de sollicitations de nos concitoyens (8000 conseils et réponses en 2017, un service disponible 7 jours sur 7 pour les découvreurs démunis face à un animal sauvage en détresse.) ? C'est pourquoi nous vous demandons dans l'urgence et dès cette année 2018 de mobiliser les moyens pour soutenir son fonctionnement. A moyen terme, nous nous permettons d'émettre l'idée d'une mission d'inspection générale susceptible d'identifier un schéma économique viable pour pérenniser le fonctionnement des centres actuels et anticiper la réponse à une demande croissante.

Dans l'attente, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de nos hommages respectueux.

Gilles VIRICEL, Président LPO PACA